



REGLEMENT DE L'UDC-GENEVE POUR LA DEPUTATION AU GRAND CONSEIL GENEVOIS (LEGISLATURE 2023 -2028)

A) DISPOSITIONS GENERALES

Art.1 - Objet

Le présent règlement précise la portée des dispositions statutaires en matière de procédure électorale et de fonctionnement de la députation du Grand-Conseil. Il constitue également un document contractuel liant le parti, les candidats et les élus.

Les engagements financiers stipulés dans le présent règlement ont un caractère définitif et irrévocable, qu'il s'agisse de la contribution forfaitaire personnelle devant être versée par le candidat ou la candidate au titre de sa participation au financement de la campagne (art. 9) ou des jetons de présence dus au parti par les élus (art.20).

Art.2 – Entrée en vigueur et modifications

Le présent règlement entre en vigueur dès son acceptation par le Comité Directeur du parti. Il pourra être complété ou modifié en tout temps.

B) CAMPAGNE ELECTORALE

Art.3 – Direction de la campagne

La campagne électorale est dirigée par le Comité Directeur du parti. Sans préjudice de ses compétences, le Comité Directeur s'adjoint le concours d'une commission électorale.

Art.4 – Critères de désignation

Le Comité Directeur prend notamment en compte la qualité de l'engagement patriotique et altruiste des candidats, leur fidélité à la politique du parti, leurs connaissances des institutions politiques suisses et genevoises, leur capacité à s'investir dans la fonction de député, leurs qualifications et expériences professionnelles, leur disponibilité, leurs aptitudes rédactionnelles, leur assiduité au travail, leur sens critique et leur parfaite honorabilité et moralité personnelles.

Art.5 – Information des candidats

Pour permettre au Comité Directeur d'évaluer les compétences et l'adéquation du profil des candidats à la charge de député, les candidats s'inscrivent sur le site UDC Genève en suivant le lien [Élections 2023 Inscriptions](#) et téléchargent les documents suivants :

- a) un extrait récent du casier judiciaire (moins de 3 mois);
- b) une copie de la pièce d'identité
- c) le règlement signé et daté
- d) un curriculum vitæ détaillé (optionnel);

La date de fermeture de l'inscription avec le téléchargement des documents est le 14 octobre 2022 à minuit.

S'il le juge nécessaire, le Comité Directeur auditionnera les candidats.

Art.6 – Cadre politique

Les candidats s'engagent à respecter scrupuleusement la lettre et l'esprit des programmes politiques (national et cantonal).

A cette fin, ils s'obligent notamment individuellement et collectivement à promouvoir et à défendre fermement les principes politiques fondamentaux soutenus par le parti en matière de souveraineté, d'indépendance et de neutralité de la Suisse, de fédéralisme, de nationalité et de démocratie directe.

Art.7 – Participation des candidats à la campagne

Dans la mesure de leurs disponibilités, les candidats sont invités à se réunir chaque fois que le Comité Directeur leur en fera la demande en vue de la préparation de la campagne et de l'animation de celle-ci, notamment sur les stands prévus à cet effet, la distribution de flyers, etc.

Chaque candidat prend une part active à la préparation et à la conduite de la campagne ; il s'engage, en outre, à acquérir en permanence les connaissances de base indispensables à sa future fonction de député (Constitution, lois) et à suivre assidûment les séances d'information auxquelles il sera convié à participer.

Art.8 – Engagement financier des candidats

Chaque personne désignée en qualité de candidat du parti à l'élection du Grand Conseil et dont la candidature est valide s'engage à verser à la caisse du l'UDC-Genève (IBAN CH79 0900 0000 1201 1935 3) une contribution forfaitaire unique de CHF 200.- au titre de sa participation au financement de la campagne ; ce montant est réduit à CHF 100.- pour les étudiants et ceux qui n'ont pas de revenu professionnel.

Cette contribution sera versée au parti le 28 octobre 2022 au plus tard et lui sera définitivement acquise.

Art.9 – Frais ordinaires de la campagne électorale

Les frais ordinaires de la campagne sont assumés par la caisse de l'UDC-Genève. Les frais engagés par les candidats sans l'accord du Comité Directeur restent à leur charge.

Les candidats à l'élection du Grand Conseil s'efforcent dans la mesure de leurs possibilités, à procurer à la caisse du parti une aide financière provenant de toute personne qui serait susceptible de participer au financement de la campagne. Les montants ainsi obtenus constituent des versements de tiers et ne viennent pas en déduction de la contribution personnelle visée à l'article 9 ci-dessus, sous réserve de situations exceptionnelles, telle une contribution d'un tiers, grâce à son intervention, d'importance.

Art.10 – But et modalité de la campagne

La campagne électorale a pour but de remporter le plus large succès possible, de mettre en valeur les idées et le programme politique élaboré par le parti (sous la forme d'un programme de législature), de telle sorte que l'électorat soit clairement informé sur le programme politique de l'UDC.

Elle sera exclusivement menée par le Comité Directeur, lequel agira en étroite et permanente collaboration avec les candidats.

Des actions personnelles pour la campagne doivent avoir l'agrément du Comité Directeur.

Durant toute la campagne, le candidat observe une attitude digne, responsable et respectable à l'égard du parti, de ses élus et des autres candidats qu'il s'engage à ne pas critiquer de quelque manière que ce soit.

Les candidats se prêtent entre eux aide et assistance pour assurer ensemble le succès de la liste de l'UDC-Genève à l'élection du Grand Conseil.

Art.11 – Information aux tiers (public, médias, autres partis, autorité)

Le Comité Directeur assure l'information officielle de la campagne. Les candidats informent le Comité Directeur des communications individuelles qu'ils feront aux médias.

C) DEPUTATION

Art.12 – Groupe

Les députés UDC élus forment un groupe placé sous la direction d'un chef de groupe élu par eux en début de législature et pour la durée de deux ans, sauf retrait de sa part pour justes motifs (maladie, activité professionnelle, etc.). Un chef de groupe remplaçant est désigné selon les mêmes modalités. Le groupe agit d'une même voix et vote de manière uniforme en séance plénière du Grand Conseil, en respectant les décisions prises en caucus selon le système majoritaire, le chef de groupe départageant les voix en cas d'égalité.

Art.13 – Réunions

Le groupe se réunit chaque fois qu'il en est besoin, sur requête du chef de groupe ou de quatre députés ; un caucus a automatiquement lieu le lundi précédant la séance du Grand Conseil de la même semaine pour permettre sa préparation.

Art.14 – Mots d'ordre

Les députés respectent les mots d'ordre décidés en caucus lors des délibérations en séance plénière ou en séance de commission.

Demeure réservée l'impossibilité pour un député de se rallier au mot d'ordre du groupe pour des raisons de conscience et de profonde conviction ; il en informera le groupe.

Art.15 – Travail de groupe

Le travail de groupe est réparti de manière équitable, en ce sens que chaque député assume la charge de travail pour laquelle il a été personnellement élu et pour lequel il est qualifié. La participation de chaque député à la/aux commission(s) parlementaire(s) qui lui est/sont, attribuée(s), est de règle.

Les députés informent le groupe (en s'adressant à son chef) sur les questions politiques importantes dont ils sont saisis dans les commissions parlementaires auxquelles ils appartiennent ; dans la mesure où cela est possible, l'accord écrit du groupe ou de son chef doit être obtenu à titre préalable avant le vote final en commission.

Art.16 – Suppléance

La Constitution genevoise du 1^{er} juin 2013 prévoit une suppléance pour le député qui ne peut pas assumer occasionnellement ou durablement son mandat de parlementaire. Les modalités sont celles précisées dans la Loi portant règlement du Grand Conseil (LRGC), articles 27a et 27b.

Art.17 – Cumul de mandats

Le cumul des mandats politiques électifs n'est, en principe, pas admis. Le Comité directeur statue sur les exceptions.

Il y a incompatibilité entre la fonction de Conseiller municipal Ville de Genève et celle de député au Grand Conseil.

Celui qui cumule cette double fonction renoncera à l'une ou à l'autre dans les 30 jours qui suivent l'élection d'un second mandat.

Art.18 - Participation aux séances officielles

Chaque candidat participe assidûment à toutes les séances officielles auxquelles il est convoqué, que ce soit en plénum de Grand Conseil, en commission ou en caucus.

En cas d'empêchement, le député avise sans délai le chef de groupe et l'assistant parlementaire qui lui fourniront un remplaçant pour le travail en commission.

Simultanément, le député signalera personnellement et fera excuser son absence auprès du Président de la commission ou du Grand Conseil.

Art.19 – Respect de l'image de marque du parti

Chaque candidat élu travaille consciencieusement dans l'intérêt du parti et du groupe ; il veille à préserver et à développer l'image de marque de l'UDC dans son activité parlementaire, y compris lors des manifestations auxquelles il est convié à participer (fêtes patriotiques, commémorations, sorties, banquets, etc.).

Il s'interdit d'avoir des contacts au nom et pour compte de la députation avec la presse et les médias, sauf accord préalable du chef de celui-ci, voire du Comité Directeur du parti ou du Président en cas d'urgence.

En revanche, il peut s'exprimer à titre personnel, en son nom, mais en respectant la ligne politique du parti.

Art.20 – Jeton de présence

Chaque député élu accepte de verser intégralement au parti, duquel il se reconnaît en être débiteur, un tiers (1/3) des jetons de présence qu'il reçoit en séance plénière et en commission.

Les rapports, les indemnités de repas et de déplacement lui sont entièrement acquises.

Art.21 – Démission – Exclusion

La démission d'un député de ses fonctions ou d'un poste qu'il occupe au sein d'une commission parlementaire doit préalablement être annoncée au chef de groupe qui en informera celui-ci, lequel prendra toutes les mesures utiles commandées par les circonstances.

Un député peut être exclu du parti sur décision du Comité Directeur dans tous les cas où son comportement est incompatible avec le mandat que le souverain lui a confié (notamment condamnation pénale significative, insolvabilité, conduite contraire aux bonnes mœurs, etc.).

(Pro memoria, la décision d'exclusion du Comité Directeur peut faire l'objet d'un recours à l'assemblée générale dans un délai de 30 jours. Un tel recours n'a pas d'effet suspensif).

Le député démissionnaire ou exclu du parti s'engage irrévocablement à renoncer avec effet immédiat à sa fonction de député, de telle sorte qu'il puisse être remplacé par un autre membre du parti. Une telle renonciation sera notifiée au Bureau du Grand Conseil par la simple remise de la présente déclaration de volonté du député soussigné.

Le candidat adhère au présent règlement qu'il signe pour accord. En cas de violation de sa part aux présentes dispositions, plus particulièrement à son article 21, il sera soumis à une astreinte de CHF 1'000.- par mois durant toute la durée de son mandat.

Accepté à Genève le : _____

UDC-Genève